

Rejoindre le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts

Des domaines d'action porteurs d'enjeux,
des parcours diversifiés



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

MINISTÈRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Sommaire

Climat	p. 04-05
Énergie	p. 06-07
Aménagement et développement durable des territoires	p. 08-09
Logement et ville	p. 10-11
Transports	p. 12-13
Mise en valeur agricole et forestière	p. 14-15
Espaces et ressources naturelles, terrestres et maritimes	p. 16-17
Alimentation et agro-industrie	p. 18-19
Autres domaines	p. 20-21
Un nouveau grand corps de l'État	p. 22-23
Du recrutement aux premiers postes d'IPEF : comment rejoindre le corps ?	p. 24-25
Les principaux employeurs potentiels des IPEF	p. 26-27

La première édition de cette brochure datant de 2012, les personnes dont les témoignages apparaissent ici ont pu être amenées à changer de poste depuis cette date.

Chef de projet éditorial : SG/DICOM/DIE - M. Lambert

Rédaction : SG/DICOM/DIE - M. Lambert et A. Garderet. **Secrétariat de rédaction :** I. Flégeo

Conception et réalisation graphique : SG/DICOM/DIE - S. Galland

Crédits photo - couverture > L. Mignaux/Terra (forêt), Fotolia (personnes), vignettes de gauche à droite : A. Bouissou/Terra, C. Saidou/MAAF, Fotolia, B. Suard/Terra, A. Bouissou/Terra. **Photos bandeau supérieur** > p.3,4-5,8-9,14-15 : L. Mignaux/Terra ; p.6-7,10-11,12-13 : A. Bouissou/Terra ; p.16-17 : O. Brosseau/Terra ; p.18-19,20-21 : Fotolia ; p.22 : X. Remongin/MAAF.

Portraits > p.4 : B. Beauchaine ; p.5,6,7,9,10,13,17,18,19,20,21 : A. Bouissou/Terra ; p.8 : B. Suard/Terra ; p.11,15 : D.R. ; p.12 : G. Crossay/Terra ; p.14 : X. Remongin/MAAF ; p.15 : ONF ; p.16 : E. Legrand. **4^e de couverture de gauche à droite** > A. Bouissou/Terra, L. Mignaux/Terra, Fotolia (x2), A. Bouissou/Terra

Réf. : DICOM-DRH/PLA/12004-2 - Octobre 2017

Impression : MTES-MCT/SG/SPSSI/ATL Atelier de reprographie

Imprimé sur du papier certifié ecolabel européen www.ecolabel.com





Introduction

Le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF) : de larges perspectives de carrière

- ▶ *Vous voulez vous engager pour l'action publique, au plan local, national ou international*
- ▶ *Vous aspirez à travailler sur des thématiques d'avenir*
- ▶ *Vous désirez occuper des postes variés aux responsabilités importantes*

Alors rejoignez le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts.

Le corps des IPEF, créé en 2009, est issu de la fusion de deux corps d'ingénieurs, celui des ponts et chaussées et celui du génie rural, des eaux et des forêts. En rapprochant les cultures et les savoir-faire, l'objectif est de répondre aux nouveaux défis du développement durable. Climat, aménagement des territoires, logement, mise en valeur agricole et forestière, agroalimentaire, transports... Autant de sujets qui nécessitent à la fois des compétences techniques solides mais aussi une bonne connaissance de l'action publique et qui placent les IPEF au cœur des enjeux des politiques publiques de demain.

Les perspectives de carrière sont larges et des responsabilités importantes attendent les IPEF : au service de l'État d'abord, pour définir et porter sa stratégie et ses interventions, au service des collectivités territoriales (communes, départements, régions), dans le secteur parapublic, sans oublier le secteur privé pour celles et ceux qui le souhaitent dans un second temps. Après des débuts comme chef de bureau, chef de service dans une direction départementale ou régionale, chargé d'une mission à enjeux, les IPEF se dirigent naturellement vers des postes de conseiller technique en cabinet ministériel, d'expert, d'adjoint à un sous-directeur ou à un directeur départemental et peuvent connaître une progression rapide vers des postes de dirigeants.

Venez découvrir des parcours riches et diversifiés !

La politique sur le climat repose sur deux défis : l'atténuation et l'adaptation. Pour le premier, l'enjeu est à la fois de maîtriser et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter le changement climatique. Réorienter la stratégie de transports vers le multimodal, baisser la consommation d'énergie et décarboner la production, favoriser des logements économes en énergie, diminuer les émissions dans l'agriculture font partie des grandes orientations retenues au niveau national. Pour le second défi, celui de l'adaptation, il s'agit de préparer la France aux conséquences prévisibles du changement climatique qui est déjà en cours. Renforcer la connaissance de ce phénomène, identifier les causes, développer les stratégies d'adaptation les plus efficaces sur les plans techniques et réglementaires constituent aujourd'hui les trois axes majeurs d'intervention de l'État.

Économiste senior, Banque mondiale Contributeur du GIEC

► Stéphane Hallegatte

Vous avez participé aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Quel a été votre rôle ?

J'ai été membre de la délégation française en charge de l'approbation du quatrième rapport d'évaluation, *Changements climatiques 2007*. Je me suis très vite retrouvé à l'interface entre les enjeux scientifiques et les choix politiques. Nous devions étudier ligne par ligne le texte, dont le contenu était souvent très technique, et trouver un consensus sur les points litigieux. L'objectif était d'amener les 194 pays à signer le rapport servant de base aux négociations internationales sur le sujet.

Et aujourd'hui, à l'occasion du cinquième rapport, *Changements climatiques 2014* ?

J'ai un rôle purement scientifique. En tant qu'auteur principal, je participe à la rédaction du chapitre sur les approches économiques de l'adaptation au changement climatique. Il faut être très rigoureux et apporter des arguments scientifiques précis aux désaccords des experts et des pays membres.

Vous avez donc une responsabilité importante...

Je veille à rendre compréhensibles et accessibles les résultats des études scientifiques. Nous travaillons sur des sujets qui ont un intérêt direct pour les décideurs et les responsables politiques. Nous avons un rôle d'expertise auprès des spécialistes et de pédagogie auprès du grand public.



Parcours

Postes occupés en 2012

- École nationale de météorologie, enseignant-chercheur en économie de la météo et du changement climatique, depuis 2006
- Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), chercheur, depuis 2006
- Chargé de mission auprès de la Banque mondiale, depuis 2011

Postes précédents

- Participation aux 4^e et 5^e rapports du GIEC, 2006-2014
- Spécialiste changement climatique à la Banque mondiale, 2011-2012
- Chercheur à la Stanford University, 2005-2006

Diplômes

- Doctorat d'économie à l'École des hautes études en sciences sociales, 2005
- École nationale de météorologie, 2002
- X 1997

« Nous avons un rôle d'expertise auprès des spécialistes et de pédagogie auprès du grand public. »

La politique énergétique de la France comporte quatre grands enjeux : la sécurité d'approvisionnement face à des ressources naturelles limitées, le maintien d'un prix de l'énergie compétitif, la préservation de la santé humaine et de l'environnement (bonne qualité de l'air, limitation des gaz à effet de serre), mais aussi la garantie d'une cohésion sociale et territoriale avec l'accès pour tous à l'énergie. Face à ces objectifs, l'État mène des actions en faveur de l'efficacité énergétique (optimisation de la demande, économies, rationalisation des modes de production et de consommation) et du développement des énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, solaire, thermique, énergies marines, géothermie, biomasse). La recherche, dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures de transport, les réseaux intelligents ou encore l'isolation des bâtiments, constitue également un moteur pour les politiques à mettre en place.

Chef du bureau des marchés de l'électricité, ministère du Développement durable

► Silvano Domergue

Surveillance et régulation résument bien votre parcours. Pourquoi ?

Lors de l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence, la France a été la première à créer une nouvelle activité au sein de la commission de régulation de l'énergie, celle de la surveillance du marché de gros de l'électricité et du gaz. En tant que chargé de mission, je devais surveiller les producteurs d'électricité et voir s'il existait des comportements anticoncurrentiels. Si un cas était suspect, je pouvais saisir l'Autorité de la concurrence.

Et aujourd'hui ?

Je m'occupe davantage de fixer le cadre de régulation. Je suis arrivé à la direction de l'énergie au moment du projet de réorganisation du marché de l'électricité. Mon bureau a donc été chargé d'écrire le projet de loi, de le défendre et de rédiger les textes d'application, autrement dit d'écrire les règles du jeu du marché de l'électricité. Nous étions trois personnes sur ce dossier et je dois dire que c'est ultra-responsabilisant !

Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans votre activité ?

Ça peut paraître surprenant quand on travaille dans l'administration, mais je dirais la créativité, car il existe toujours plusieurs voies possibles quand on travaille sur un texte. Comme nous rédigeons de A à Z les projets de loi ou textes réglementaires, je pense que nous sommes véritablement force de proposition et source de droit.

« Comme nous rédigeons de A à Z les
projets de loi ou textes réglementaires,
je pense que nous sommes
véritablement force de proposition et
source de droit. »

Parcours

Poste occupé en 2012

► Ministère du Développement durable – direction générale de l'énergie et du climat, chef du bureau des marchés de l'électricité, depuis juillet 2009

Postes précédents

► Commission de régulation de l'énergie – direction des marchés et du service public, chargé de mission au département de la surveillance des marchés de gros, 2008-2009

► Ministère de l'Économie – direction générale du trésor et de la politique économique, conseiller économique en charge de l'énergie au sein du bureau économie des réseaux, 2005-2008

Diplômes

► École nationale des ponts et chaussées, 2004
► X 1999



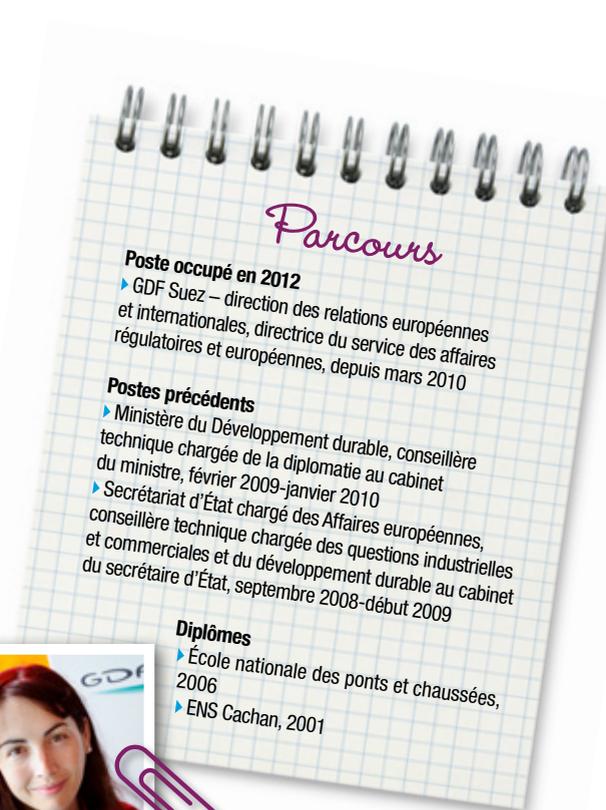
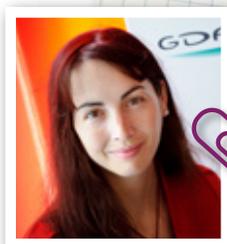


Directrice du service des affaires réglementaires et européennes, GDF Suez

► **Gwenaëlle Huet**

DÉFINIR DES PRIORITÉS

Peu de temps après mon diplôme, j'ai rejoint le cabinet du ministre des Affaires européennes. J'ai donc été confrontée très tôt à la prise de décision politique, à un rythme soutenu de travail et à des thématiques complexes. Je travaillais sur une multitude de sujets et j'ai vite appris à définir des priorités à la fois en termes d'actions et de décisions. J'ai pu aborder la question de l'énergie sous des angles variés, d'abord dans la défense des intérêts français au niveau communautaire, puis dans la construction d'une réflexion européenne partagée lors de la Présidence française de l'Union européenne. En tant que conseillère du ministre du Développement durable, j'ai aussi participé à l'élaboration d'une ambition internationale commune, malgré des situations nationales variées, lors des négociations de Copenhague sur le climat. Aujourd'hui, je traite cette question sous un autre angle, au sein d'une entreprise privée dont les missions restent liées à l'intérêt général. »



Poste occupé en 2012

- GDF Suez – direction des relations européennes et internationales, directrice du service des affaires réglementaires et européennes, depuis mars 2010

Postes précédents

- Ministère du Développement durable, conseillère technique chargée de la diplomatie au cabinet du ministre, février 2009-janvier 2010
- Secrétariat d'État chargé des Affaires européennes, conseillère technique chargée des questions industrielles et commerciales et du développement durable au cabinet du secrétaire d'État, septembre 2008-début 2009

Diplômes

- École nationale des ponts et chaussées, 2006
- ENS Cachan, 2001

Aménagement et développement durable des territoires

Tout en accompagnant le développement économique des territoires et la réduction des inégalités spatiales aux niveaux économique, social et environnemental, l'aménagement du territoire doit garantir à la population un cadre de vie agréable, l'accès aux espaces, aux ressources, aux services et biens publics, en restant économe en ressources naturelles. Les politiques à mener impliquent une planification urbaine, une bonne gestion des équipements, l'accès pour tous aux technologies numériques, à la mobilité et une bonne articulation entre espaces d'activités, espaces de vie et espaces naturels.

Directrice,
direction départementale des territoires du Val-d'Oise

► Caroline Le Poutier-Helleisen

Vous êtes directrice départementale des territoires du Val-d'Oise. Quelle est votre mission ?

Nous appliquons, au niveau départemental et sous l'autorité du préfet, les politiques publiques décidées à l'échelle nationale, déclinées et relayées par des directeurs régionaux. Nous travaillons avec les ministères ayant un lien avec le territoire, notamment ceux de l'Agriculture, du Développement durable et de l'Aménagement des territoires.

Vous avez commencé en service déconcentré puis continué en administration centrale et en cabinet. Pourquoi êtes-vous revenue travailler au niveau territorial ?

Pour être au plus près du terrain et de ses acteurs. En DDT, vous avez une vision concrète, transversale et surtout opérationnelle des problématiques et des enjeux d'un territoire. Vous êtes en direct au service du public. Par exemple, vous conseillez les élus dans l'application de la réglementation sur des sujets aussi vastes et essentiels que l'urbanisme, le logement ou encore l'agriculture. Comme vous avez du recul et une vision d'ensemble du département, vous les orientez et les aidez à hiérarchiser leurs actions. C'est une responsabilité importante car nous sommes les garants de la bonne application de la réglementation et de la cohésion d'un territoire.



Parcours

Poste occupé en 2012

- Direction départementale des territoires (DDT) du Val-d'Oise, directrice, depuis mars 2012

Postes précédents

- Cabinet du Premier ministre, conseillère technique chargée de l'agriculture, de la pêche et de la forêt, 2010-2012
- Cabinet du ministre de l'Agriculture, conseillère technique chargée des productions animales, 2009-2010
- Ministère de l'Agriculture – direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires, successivement chef du bureau du lait et des industries laitières, du bureau des bovins, ovins et industries viandes, puis du bureau simplification et méthodes, 2005-2009
- Ministère de l'Agriculture – direction départementale de l'agriculture et des forêts de la Sarthe, chef du service d'économie agricole, 2001-2004

Diplômes

- École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, 2001
- École nationale supérieure des industries agroalimentaires, 1999

« En DDT, vous avez une vision concrète, transversale et surtout opérationnelle des problématiques et des enjeux d'un territoire. »



Directeur,
unité territoriale des Hauts-de-Seine

► **François Bertrand**

ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

Je suis directeur de l'unité territoriale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France. Mon équipe compte une centaine de personnes. Un de nos cœurs de métiers est de porter les politiques d'aménagement durable auprès des acteurs locaux. L'Île-de-France est très dynamique mais présente des risques importants de ségrégation des ménages et des entreprises. Dans le cadre de la mise en œuvre du Grand Paris, les acteurs locaux vont devoir infléchir fortement leurs politiques pour atteindre les objectifs d'un aménagement plus durable. C'est pour cela, qu'au-delà de notre mission de faire respecter les règles, nous avons aussi l'objectif d'aider en amont les collectivités à l'intégrer dans leurs décisions. Par exemple, nous organisons des ateliers de partage d'expériences entre les communes. Mon poste demande donc une capacité d'adaptation, car je me retrouve souvent au croisement de domaines variés comme l'environnement, l'urbanisme, les transports et l'économie. Grâce à mon parcours, j'ai pu acquérir de solides connaissances techniques sur ces sujets et apprendre à les mettre en situation pour dialoguer avec les collectivités. »



Parcours

Poste occupé en 2012

► Ministère du Développement durable – direction régionale interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement, directeur de l'unité territoriale des Hauts-de-Seine, depuis mai 2010

Postes précédents

► Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) Hauts-de-Seine, directeur adjoint, 2009-2010

► Ministère du Développement durable – Commissariat général au développement durable, adjoint au sous-directeur de l'animation scientifique et technique, 2007-2009

► Direction régionale de l'équipement (DRE) Île-de-France, responsable de la division des études et des stratégies de déplacements, 2003-2007

► Direction départementale de l'équipement (DDE) Val-d'Oise, responsable adjoint du service de l'urbanisme et de l'aménagement, 2000-2003

Diplômes

► Diplôme d'études approfondies de l'Institut d'urbanisme de Paris, 2000

► École nationale des ponts et chaussées, 1999

► X 1994

Permettre à chaque citoyen l'accès à un logement décent et à un coût économiquement supportable est une mission prioritaire de l'État, en association avec les collectivités, les opérateurs publics et les acteurs privés du logement. Face à un marché de l'immobilier contraint dans les villes à forte attractivité économique, la mixité fait aussi partie intégrante des objectifs à atteindre afin de maintenir une cohésion sociale et de favoriser le vivre ensemble dans tous les territoires. Un des autres enjeux du secteur du bâtiment est de lutter contre la précarité énergétique dans un contexte de hausse constante du prix de l'énergie. Enjeux économiques, environnementaux et sociaux se trouvent donc étroitement imbriqués autour des questions associant logement et politique de la ville.

Conseiller chargé du développement urbain auprès du ministre délégué à la Ville

▶ Arnaud Anantharaman

Vous faites partie du cabinet du ministre délégué à la Ville. Quel est votre rôle ?

Je suis conseiller chargé du développement urbain. Il s'agit en particulier d'évaluer la politique de rénovation urbaine menée depuis dix ans pour orienter la mise en œuvre des nouvelles actions. C'est l'occasion, par rapport à mon précédent poste, d'avoir une vision nationale de la politique de la ville et de pouvoir apporter mon expertise au ministre.

Quel poste occupiez-vous avant ?

J'étais chef du service habitat et rénovation urbaine à l'unité territoriale de Seine-Saint-Denis de la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement. J'avais choisi ce poste car je suis très sensible aux questions liées au logement et à la ville et je souhaitais avoir des responsabilités opérationnelles. Je manageais une équipe de 40 personnes chargée de la mise en œuvre des actions de l'État en matière de logement social, de rénovation urbaine et d'habitat privé.

Que vous a apporté votre formation ?

Ma formation m'a permis d'acquérir une grande ouverture d'esprit et une certaine liberté dans mon parcours. Grâce à la transversalité des sujets traités, j'ai aujourd'hui une bonne capacité d'adaptation.

« Ma formation m'a permis d'acquérir une grande ouverture d'esprit et une certaine liberté dans mon parcours. »



Parcours

Poste occupé en 2012

▶ Conseiller chargé du développement urbain auprès du ministre délégué à la Ville, depuis juin 2012

Poste précédent

▶ Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement Île-de-France – unité territoriale de Seine-Saint-Denis, chef du service habitat et rénovation urbaine, 2010-2012

Diplômes

- ▶ Doctorat de mathématiques appliquées de Paris-Est, 2010
- ▶ École nationale des ponts et chaussées, 2007
- ▶ Master de mathématiques appliquées de Paris VI, 2006
- ▶ X 2002



Directrice adjointe,
direction départementale des territoires du Rhône

► **Marion Bazaille-Manchès** |

SAVOIR JONGLER ENTRE LE TECHNIQUE ET LE POLITIQUE

Quand vous travaillez en DDT, vous avez surtout un rôle d'accompagnement et de conseil, notamment auprès des maires. Vous êtes dans le quotidien, le pratique, vous rencontrez les services techniques. En cabinet, vous avez une vision d'ensemble plus éloignée du terrain, vous prenez du recul. Vous construisez une stratégie nationale et vous participez à la préparation des enjeux de demain. En termes de rénovation urbaine par exemple, les enjeux thermiques et énergétiques et le désenclavement des quartiers isolés font partie des questions importantes à traiter car c'est toute la cohésion nationale du territoire qui est concernée. Aujourd'hui, je suis contente d'avoir connu les deux fonctions car mon expérience me permet de mieux appréhender le fonctionnement local, d'avoir une vision concrète des problèmes, de comprendre les jeux d'acteurs et de savoir jongler entre le technique et le politique. »



Parcours

Poste occupé en 2012

► Direction départementale des territoires (DDT) du Rhône, directrice adjointe, depuis avril 2012

Postes précédents

- Ministère de la Ville, conseillère, chef du pôle rénovation urbaine et prévention de la délinquance, 2010-2012
- Secrétariat d'État chargé de la Politique de la ville, directrice adjointe de cabinet, 2009-2010
- Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) Yvelines, chef du service habitat et rénovation urbaine, 2008-2009
- DDEA Yvelines, service habitat et rénovation urbaine, adjointe au chef de service, 2007-2008

Diplômes

- École nationale des ponts et chaussées, 2006
- X 2001

Les transports sont à l'origine de 26% des émissions de gaz à effet de serre en France. Pour les réduire significativement tout en maintenant la compétitivité des entreprises, les politiques menées doivent être complémentaires entre tous les modes de transport et de déplacement : aérien, rail, route, fluvial et maritime, vélo. Elles concernent le développement de l'usage d'infrastructures alternatives à la route, la promotion de l'intermodalité, la recherche dans les domaines de l'efficacité énergétique des véhicules et des voitures électriques ou encore des services à la mobilité. Le secteur des transports est donc générateur d'emplois de tous niveaux de qualification, dans les domaines de l'industrie, des services et des hautes technologies. Il contribue de façon déterminante à l'attractivité et à la compétitivité économiques de la France sur la scène européenne et internationale.

Chef du département exploitation et technologies, direction des routes d'Île-de-France

► **Jean-François Perrin**

Vous êtes responsable d'un département de 50 personnes qui veillent au bon fonctionnement de Sytadin*. Comment travaillez-vous au quotidien ?

Mon équipe comprend des ingénieurs, des techniciens, des informaticiens mais aussi des opérateurs trafic et des spécialistes en modélisation. Les connaissances acquises au cours de ma formation me permettent de leur poser les bonnes questions techniques et organisationnelles pour anticiper les problèmes, comprendre les enjeux et donc piloter au mieux les projets.

Accidents, bouchons... vous devez faire face à de nombreux imprévus. Comment gérez-vous ces situations ?

L'école m'a appris un mode de raisonnement, une façon de hiérarchiser les problèmes. C'est ce qui me sert le plus aujourd'hui, car chaque matin, quand j'arrive au bureau, je ne sais pas ce qu'il va se passer.

Que préférez-vous dans votre activité ?

Je dirais la variété des responsabilités. Je m'occupe aussi bien des aspects opérationnels, RH, des problèmes techniques, des relations avec les interlocuteurs extérieurs que des situations de crise. Dans ce cas, nous avons un vrai rôle de conseil auprès du préfet. Il doit pouvoir prendre la bonne décision au bon moment.

* Le site qui permet de connaître en temps réel l'état du trafic routier en Île-de-France.



« *L'école m'a appris un mode de raisonnement, une façon de hiérarchiser les problèmes.* »



Chef du service tramways, conseil général des Hauts-de-Seine

► **Rodolphe Guyon**

PORTER DES PROJETS AVEC UNE MULTIPLICITÉ D'ACTEURS

Je suis chef du service tramways au conseil général des Hauts-de-Seine et mon équipe compte 24 personnes, dont 19 cadres de catégorie A. Notre rôle est de piloter la conception et la construction d'infrastructures. En ce moment, mon service a la maîtrise d'ouvrage de trois tramways en cours de construction et de deux tramways à l'étude. Ces projets donnent tous lieu à une concertation et à une enquête publique, ce qui permet aux personnes concernées d'exprimer leurs idées dès la conception. Une fois le projet déclaré d'utilité publique, nous lançons les acquisitions foncières puis la réalisation des travaux. Nous devons être en relation quotidienne et coordonner, pour partie, une multiplicité d'acteurs, maîtres d'œuvre, entreprises, exploitants actuels et futurs, services techniques des communes, financeurs, riverains et commerçants, gestionnaires et autorité organisatrice des transports (STIF). Cela nécessite de solides capacités relationnelles. Mon poste est donc très complet et transverse, car il demande à la fois des compétences managériales, administratives et techniques, notamment quand il faut gérer les modifications de contrat. »



Parcours

Poste occupé en 2012

- Conseil général des Hauts-de-Seine, chef du service tramways, depuis septembre 2011

Poste précédent

- Ministère du Développement durable – direction des routes d'Île-de-France, chef du département d'ingénierie ouest - Versailles, 2008-2011

Diplômes

- École nationale des ponts et chaussées, 2007
- X 2002



Mise en valeur agricole et forestière

L'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture permettent de nourrir une population mondiale croissante et de fournir des matières premières pour l'énergie et les biomatériaux. Les politiques menées dans ces secteurs sont au cœur des grands défis stratégiques mondiaux : produire en quantité pour contribuer à l'équilibre alimentaire, assurer la sécurité sanitaire des aliments, évoluer vers l'équilibre climatique et énergétique, préserver les sols, les espaces naturels et la biodiversité, veiller au développement économique des territoires. Sur le plan culturel, ces politiques renforcent l'identité des territoires (paysages, gastronomie, savoir-faire).

Chef du service régional d'économie agricole, direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France

► Juliette Faivre

Vous êtes chef du service régional d'économie agricole à la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France. Quelles sont vos missions ?

Le service est en charge de la mise en œuvre du fonds européen agricole pour le développement rural en Île-de-France. Nous travaillons également sur des questions d'économie agricoles, avec, par exemple, le suivi des filières et des contrôles pour le compte de FranceAgriMer, un établissement public sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Mon rôle est d'orienter les actions du service et d'encadrer les 13 chargés de mission dans la gestion de leurs dossiers.

Qu'apporte une expérience au niveau régional ?

C'est un échelon de décision très intéressant car nous appliquons des orientations européennes et nationales tout en bénéficiant d'une marge de manœuvre importante et d'un contact réel avec le terrain.

Qu'appréciez vous le plus dans le poste ?

Je dirais la diversité des sujets traités au quotidien, la richesse des échanges avec les partenaires régionaux (autres services de l'État, collectivités, agence de l'eau, exploitants agricoles) et l'expérience de management.



Parcours

Poste occupé en 2012

► Ministère de l'Agriculture – direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF), chef du service régional d'économie agricole, depuis juillet 2010

Postes précédents

- Commission européenne – DG Agriculture, experte nationale détachée, suivi du programme de développement rural hexagonal, 2007-2009
- Ministère de l'Agriculture – direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR), chargée de mission, préparation de la programmation de développement rural 2007-2013, 2005-2007
- Ministère de l'Agriculture – DGFAR, suivi de la loi relative au développement des territoires ruraux, 2003-2005
- Lycée agricole La Saussaye à Chartres, ingénieur-formateur en économie et politique agricole, 2000-2003

Diplômes

- Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon, 2000
- École nationale supérieure d'agronomie de Toulouse, 1996

Chef du service économie agricole, direction départementale des territoires de l'Aisne

▶ Anne Catlow

À 26 ans, vous êtes chef du service économie agricole à la direction départementale des territoires de l'Aisne. Quelles sont vos responsabilités ?

Je suis à la tête d'un service de 19 personnes qui traite les demandes d'aide des agriculteurs du département. Mon rôle est d'appuyer chaque agent dans son travail et de trancher les dossiers les plus difficiles. C'est un poste où il faut savoir prendre des décisions.



Comment gérez-vous les relations avec les agriculteurs ?

Je dois faire preuve d'écoute et de pédagogie. C'est une dimension importante du poste car j'assure la représentation de l'État auprès de la profession agricole. Je rencontre le plus souvent les responsables professionnels avec lesquels je veille à maintenir de bonnes relations.



Est-ce un atout d'exercer un premier poste au niveau départemental ?

Cette expérience me permet d'avoir une vision globale des situations et de prendre conscience des conséquences directes d'une politique décidée aux échelons européen et national. J'y vois un autre avantage : travailler au niveau départemental m'aide à bien comprendre l'organisation et l'articulation des services déconcentrés de l'État.

Directeur de l'agence Basse-Normandie, Office national des forêts

▶ Bertrand Dugrain

ÊTRE AU CŒUR DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Mon poste est au cœur des enjeux de société : enjeu économique, car le bois exploité fait vivre une filière qui alimente de nombreux secteurs comme la construction ou l'énergie ; enjeu environnemental, car la biodiversité, le sol, l'eau et les paysages des forêts doivent être préservés ; enjeu d'accueil des publics qui s'y ressource ou découvrent la nature. Le cœur de métier du forestier est donc de répondre à ces multiples attentes par une gestion durable et multifonctionnelle des forêts. Les 50 personnes de mon équipe sont mobilisées pour trouver ce juste équilibre, notamment la trentaine d'agents patrimoniaux qui gère les 33 000 ha de forêt publique de la région. J'ai donc une responsabilité en tant que manager mais je représente aussi l'ONF auprès de nos interlocuteurs tels que les services de l'État, conseils généraux, parcs naturels régionaux ou



encore fédérations de chasseurs. La forêt structure l'aménagement du territoire et je veille à ce que nos actions soient comprises, concertées et en adéquation avec les objectifs de nos interlocuteurs locaux. »

Espaces et ressources naturelles, terrestres et maritimes

Face à l'érosion de la biodiversité, à la raréfaction des ressources naturelles et à l'impact croissant des pollutions (agricoles, industrielles et domestiques), des mesures s'imposent pour préserver l'état de la planète. Une politique de protection des espaces naturels est donc menée, sur terre mais aussi en mer, et des outils de gestion sont mis en place pour une meilleure cohabitation entre les activités humaines et les milieux naturels. Aujourd'hui, le développement des territoires est conditionné à la prise en compte de l'environnement à toutes les étapes : mesures de compensation, respect de la qualité des milieux et des espèces, de la santé, meilleure intégration de l'urbanisme dans les paysages naturels.

Directeur général,
agence de l'eau Artois-Picardie

▶ Olivier Thibault

Quelle est votre fonction actuelle ?

Je suis directeur général de l'agence de l'eau Artois-Picardie. Concrètement, l'agence est un outil de solidarité au profit du bon état écologique des eaux. Selon le principe du pollueur-payeur, elle perçoit des redevances qui sont ensuite redistribuées sous forme de subventions ou prêts à taux zéro pour des actions en faveur de la protection et de la restauration des milieux aquatiques.

Pourquoi avoir choisi ce poste ?

Pour son côté très opérationnel. L'agence est un outil financier puissant, au cœur d'une gouvernance partagée. L'enjeu de concertation y est essentiel car toutes les grandes orientations sont définies avec l'ensemble des acteurs du monde de l'eau réunis au sein d'un comité de bassin. C'est aussi un domaine où l'on voit les résultats concrets des politiques menées, notamment par le retour de la qualité des eaux.

Quel regard portez-vous sur votre parcours ?

Après polytechnique, ma formation initiale était très appliquée et j'ai pu rapidement être en prise directe avec le terrain. J'ai occupé des postes très différents, de l'ingénierie à la réglementation en passant par le politique, ce qui me permet aujourd'hui de mieux comprendre les contraintes des autres, aussi bien à l'échelle locale qu'à l'échelle d'une administration centrale.



Parcours

Poste occupé en 2012

- ▶ Agence de l'eau Artois-Picardie, directeur général, depuis 2010

Postes précédents

- ▶ Ministère du Développement durable, conseiller technique puis conseiller auprès du ministre, 2007-2010
- ▶ Ministère de l'Écologie, chef du bureau police de l'eau, 2005-2007
- ▶ Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Savoie, chef du service environnement, 2002-2005
- ▶ Direction de l'agriculture et de la forêt de l'Ain, chef du service équipement rural, 1998-2002

Diplômes

- ▶ École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, 1998
- ▶ X 1993

« J'ai occupé des postes très différents, [...] ce qui me permet aujourd'hui de mieux comprendre les contraintes des autres. »



Adjointe au sous-directeur, ministère du Développement durable, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

► **Eva Aliacar** |||||

PRENDRE DU RECUL

Faire de la prospective dans un ministère, c'est développer son esprit créatif et critique pour préparer l'avenir, en construisant des scénarios et en développant des plans d'action. C'est sortir de son quotidien pour se projeter dans le futur et se demander collectivement ce que nous voulons pour demain. C'est aussi faire un travail de veille sur des variables émergentes qui peuvent devenir de grandes problématiques. C'est donc à la fois un état d'esprit et une méthode. Il y a dix ans, des prospectives ont imaginé le retour de la biodiversité dans les villes et c'est ce qui est en train de se passer ! Nous avons donc une responsabilité forte car nous soulevons des problématiques et nous initiions des stratégies de long terme. Aujourd'hui, par exemple, nous travaillons beaucoup sur les services rendus par la biodiversité mais aussi sur la biodiversité marine. Nous sommes face à des enjeux colossaux en termes d'exploitation et de gestion des ressources. Il y a donc de vrais besoins, beaucoup d'outils pour préparer l'avenir et de stratégies d'acteurs à construire. »



Alimentation et agro-industrie

La France est le premier pays agricole et la deuxième industrie alimentaire de l'Union européenne. Agriculture et agroalimentaire constituent le premier secteur industriel et le premier excédent commercial français. L'alimentation est un enjeu prioritaire aux échelles mondiale et locale : il s'agit non seulement de produire en quantité pour nourrir 9 milliards d'habitants en 2050, mais aussi en qualité pour assurer la sécurité alimentaire et préserver les qualités gustatives et l'identité des produits locaux. Les politiques agricoles et agroalimentaires reposent aussi sur le développement de la compétitivité des entreprises, des exploitations agricoles, des filières agricoles et agroalimentaires. Les interactions entre agriculture et environnement sont nombreuses et doivent faire l'objet de politiques spécifiques pour mieux gérer la ressource en eau, préserver la biodiversité, éviter les pollutions. Enfin, l'alimentation est affaire de terroirs et de repères identitaires très marqués.

Chef de la mission de valorisation des orientations stratégiques, ministère de l'Agriculture – direction générale de l'alimentation

► Rebecca Akrich

Aujourd'hui, vous êtes spécialiste de l'alimentation. Quel est votre parcours ?

J'ai commencé comme enseignante dans un lycée agricole où j'ai beaucoup appris en termes de connaissances techniques, de gestion de problèmes concrets et de relations humaines. J'ai ensuite travaillé sur le lien agriculteur-consommateur et sur les dispositifs de soutien à l'agriculture. Depuis cinq ans, je m'intéresse spécifiquement à l'alimentation. J'ai eu l'opportunité de participer à l'élaboration de la politique publique de l'alimentation portée par le ministère de l'Agriculture puis à la création du site www.alimentation.gouv.fr. Ma mission actuelle est plus un travail de veille stratégique et d'information mais mon expérience me sert tous les jours car je comprends désormais mieux les problématiques qui touchent le monde agricole et les acteurs de la chaîne alimentaire.

Quel rôle l'État peut-il avoir demain dans ce domaine ?

Je dirais celui de facilitateur. L'État peut aider les industriels à bien comprendre les évolutions de la société et à y apporter des réponses. En plus d'impulser le dialogue entre entreprises, consommateurs et acteurs publics, il est aussi là pour réguler les peurs en étant transparent vis-à-vis de la population et en lui expliquant de façon pédagogique les modes de production, les procédés de contrôle ou encore les contraintes des industriels. Les ingénieurs ont ici un rôle important à jouer.

« Mon expérience me sert tous les jours car je comprends désormais mieux les problématiques qui touchent le monde agricole et les acteurs de la chaîne alimentaire. »



Parcours

Poste occupé en 2012

- Ministère de l'Agriculture – direction générale de l'alimentation, chef de la mission de valorisation des orientations stratégiques, depuis avril 2012

Postes précédents

- Ministère de l'Agriculture – délégation à l'information et à la communication – chef adjointe du département de l'information et des médias, 2010-2012
- Direction générale de l'alimentation – bureau nutrition et valorisation de la qualité des aliments, 2007-2009
- Direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR) – bureau des actions territoriales et agro-environnementales, 2003-2007
- Lycée d'enseignement général et technologique agricole, Saint-Germain-en-Laye, 2000-2003

Diplômes

- École nationale du génie rural, des eaux et des forêts – établissement national d'enseignement supérieur agronomique, Dijon, 2000
- École nationale supérieure agronomique de Toulouse, 1996



Senior nutrition scientist, Danone Research – Global nutrition department

► Fabien Delaere

Vous avez choisi de faire une thèse comme premier poste. En quoi est-elle utile dans la construction de votre carrière ?

Le savoir-faire acquis au cours de ma thèse me sert au quotidien, en termes de méthode de travail, de gestion de projet, de rigueur et de clarté, de contacts et de capacité d'ouverture. J'ai travaillé sur un sujet interdisciplinaire, au croisement des neurosciences, de la nutrition et de la physiologie, qui m'a permis d'être confronté à des univers scientifiques différents et donc à des « langages » différents. Dans le domaine de l'alimentation, il y a un vrai besoin d'interactions entre le domaine politique, la recherche publique et le secteur privé. Il faut savoir dialoguer avec des interlocuteurs variés et mon expérience de recherche m'y a préparé.

Vous travaillez aujourd'hui chez Danone Research. Comment expliquez-vous l'intérêt du groupe Danone pour votre profil ?

Pour l'essentiel, ma fonction est de mener des projets de recherche appliquée, à l'interface entre science, ingénierie et stratégie industrielle. L'entreprise cherchait à renforcer la seniorité de son équipe scientifique en nutrition, tout en diversifiant les profils. Au-delà des sujets traités, le mélange d'une thèse fondamentale pluridisciplinaire et d'une expérience plus opérationnelle en politique publique a été apprécié.



Parcours

Poste occupé en 2012

► Danone Research – Global nutrition department, senior nutrition scientist, depuis 2011

Postes précédents

► Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Île-de-France (DRIAAF) – service de l'alimentation, chargé de mission qualité de l'alimentation, 2009-2011

► Thèse - premier poste : INSERM-Univ. Claude Bernard Lyon 1 – Détection des nutriments et contrôle central de la prise alimentaire, soutenue en décembre 2009

Diplômes

► École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, 2006

► X 2001



« Le savoir-faire acquis au cours de ma thèse me sert au quotidien. »

Autres domaines

D'autres champs de compétences transverses ou techniques comme l'économie, les finances, l'international et les questions européennes, l'immobilier, la gestion des patrimoines publics... permettent aussi aux IPEF de développer une partie de leur carrière. Ils participent ainsi à la conduite des politiques publiques de manière large (postes en préfecture de région, conseiller technique auprès d'exécutifs locaux ou de cabinets ministériels, fonctions à l'international). Leur transdisciplinarité de haut niveau leur permet d'intégrer les questions du développement durable dans ses trois composantes (économique, environnementale et sociale) à tous les secteurs d'activités de la vie économique et publique. Dans le secteur privé enfin, au-delà des domaines attachés aux compétences historiques du corps, c'est l'ensemble des grands secteurs de l'économie que recouvrent les emplois occupés par les IPEF.

Chef du bureau de l'Union européenne, ministère de l'Agriculture

► Thomas Guyot

Vous êtes chef du bureau de l'Union européenne à la direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires. Quel est votre rôle ?

Je coordonne la position du ministère de l'Agriculture sur les sujets agricoles en cours de discussion au niveau européen et je la porte au comité spécial agriculture qui se tient à Bruxelles une fois par semaine. Avec notre représentant permanent, nous y préparons le Conseil des ministres de l'agriculture, en relation avec les 26 autres États membres.

Comment travaillez-vous au quotidien ?

Je m'appuie sur l'expertise de l'ensemble des équipes. Mon bureau transmet au Secrétariat général des affaires européennes toutes les notes du ministère adressées à la Commission européenne, ce qui me permet d'avoir une vue globale des sujets traités et de garantir la cohérence des positions du ministère de l'Agriculture. J'en assure également la défense auprès de nos partenaires européens.

Qu'appréciez-vous le plus dans votre poste ?

Je dirais le fait d'avoir une vision transversale de l'agriculture. Je suis un passionné et j'ai toujours voulu traiter non pas d'un seul sujet, mais de l'agriculture dans son ensemble. J'apprécie également d'être là où les décisions se prennent et, avec la PAC, je suis au cœur d'une grande négociation.



Parcours

Poste occupé en 2012

- Ministère de l'Agriculture – direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires, chef du bureau de l'Union européenne, depuis octobre 2010

Postes précédents

- Ministère de l'Agriculture – direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires, bureau des grandes cultures, chargé de mission sur la filière sucre, 2009-2010
- Ministère de l'Agriculture – direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) Indre-et-Loire, chef du service agriculture, 2005-2008

Diplômes

- École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, 2005
- Institut national Paris-Grignon, 2000

« Avec la PAC, je suis au cœur d'une grande négociation »



Conseillère transports, déplacement et voirie,
cabinet du maire de Paris

► **Marie Villette**

RECHERCHER DES SOLUTIONS AU QUOTIDIEN

Je suis en permanence à l'interface entre le politique et le technique. Je suis l'interprète entre les élus, d'une part, et les services de l'administration parisienne ou les partenaires privés et institutionnels, d'autre part. Il y a d'un côté la commande politique que je dois traduire en commande précise pour les services techniques, de l'autre les arbitrages que je dois proposer aux élus en tenant compte des contraintes techniques ou budgétaires. Au-delà du relationnel, c'est un poste où il faut savoir faire preuve de pédagogie, d'une bonne capacité d'analyse et de synthèse. Je dirais que c'est une fonction valorisante car vous êtes en contact direct avec de nombreux interlocuteurs aux responsabilités importantes, mais aussi très enrichissante car les sujets traités sont variés et surtout concrets. Dans un cabinet, vous êtes dans la recherche de solutions au quotidien. »





Un nouveau grand corps de l'État

En dates

- 1219 ▶ origines de l'appellation « eaux et forêts »
- 1716 ▶ origines du corps des ingénieurs des ponts et chaussées
- 1747 ▶ École royale des ponts et chaussées
- 1824 -1848 ▶ École royale forestière. Institut national agronomique (origines d'AgroParisTech)
- 2009 ▶ création du corps des IPEF

En textes

- ▶ **Décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009** portant statut particulier du corps des IPEF
- ▶ **Décret n° 2009-1107 du 10 septembre 2009** fixant l'échelonnement indiciaire du corps des IPEF
- ▶ **Arrêté du 27 novembre 2009** relatif à la formation des IPEF
- ▶ **Arrêté du 3 décembre 2009** relatif à l'organisation des concours
- ▶ **Arrêté du 3 décembre 2009** fixant la liste des diplômes reconnus équivalents délivrés par les grandes écoles scientifiques (pour l'application de l'article 16 du décret 2009-1106)
- ▶ **Charte de gestion** du corps des IPEF 2012

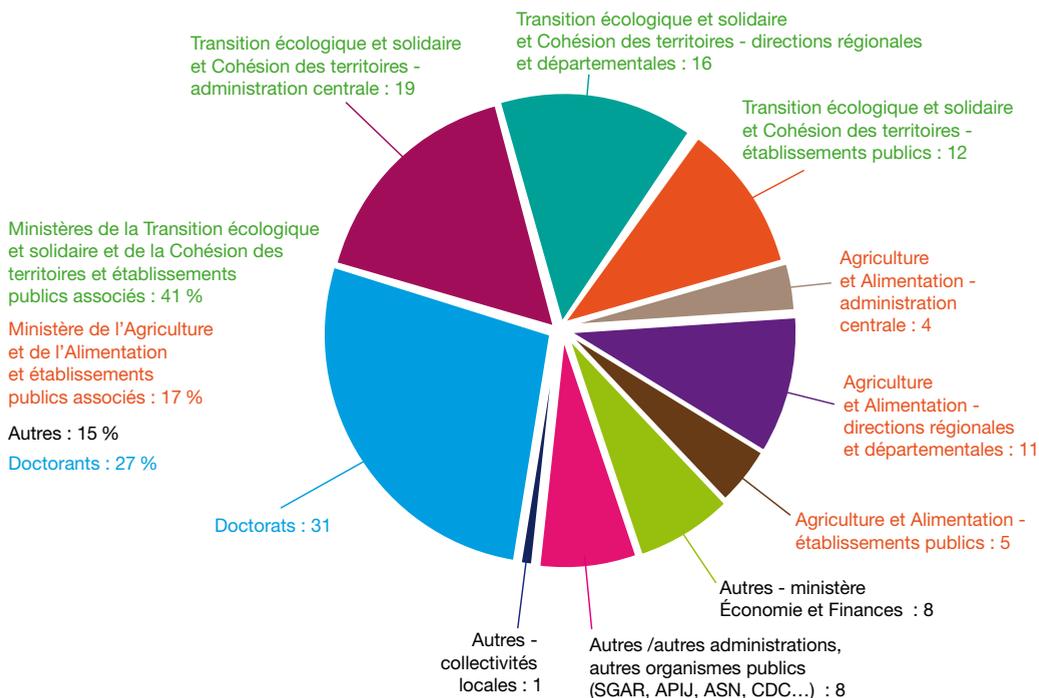
En chiffres

Effectifs 2016

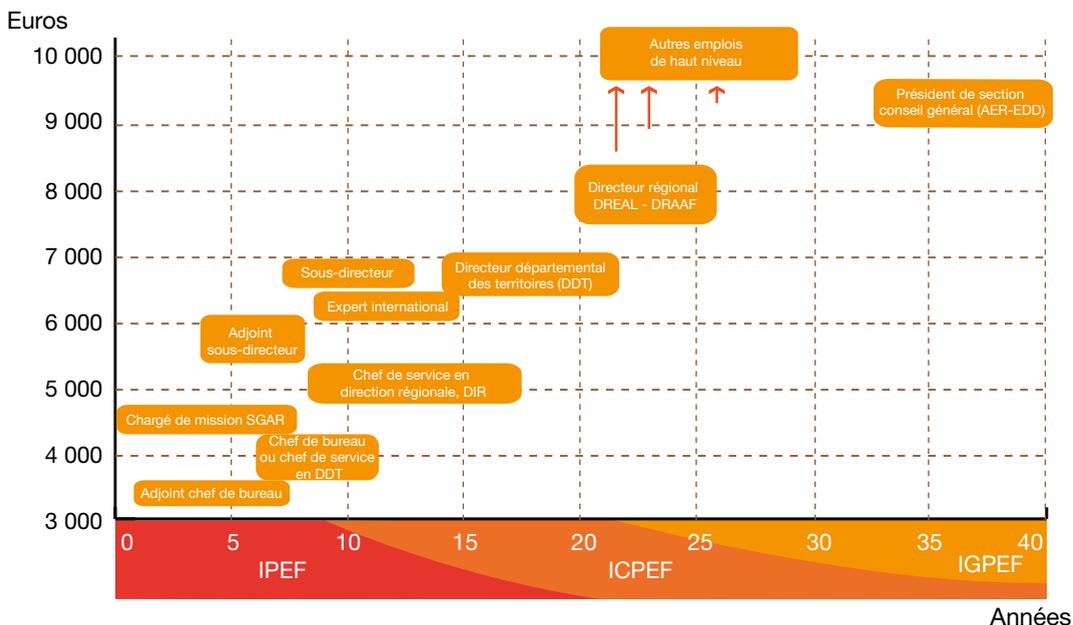
Grade	Effectifs	Pourcentages
IGPEF*	768	22 %
ICPEF*	1 598	46 %
IPEF*	1 052	30 %
Élève IPEF	70	2 %
TOTAL	3 488	100 %

* IGPEF : ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts
ICPEF : ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts
IPEF : ingénieur des ponts, des eaux et des forêts

Premiers postes - promotions IPEF ayant terminé leur formation en 2016 et 2017
(la liste des principaux employeurs potentiels des IPEF se trouve en pages 26 et 27)

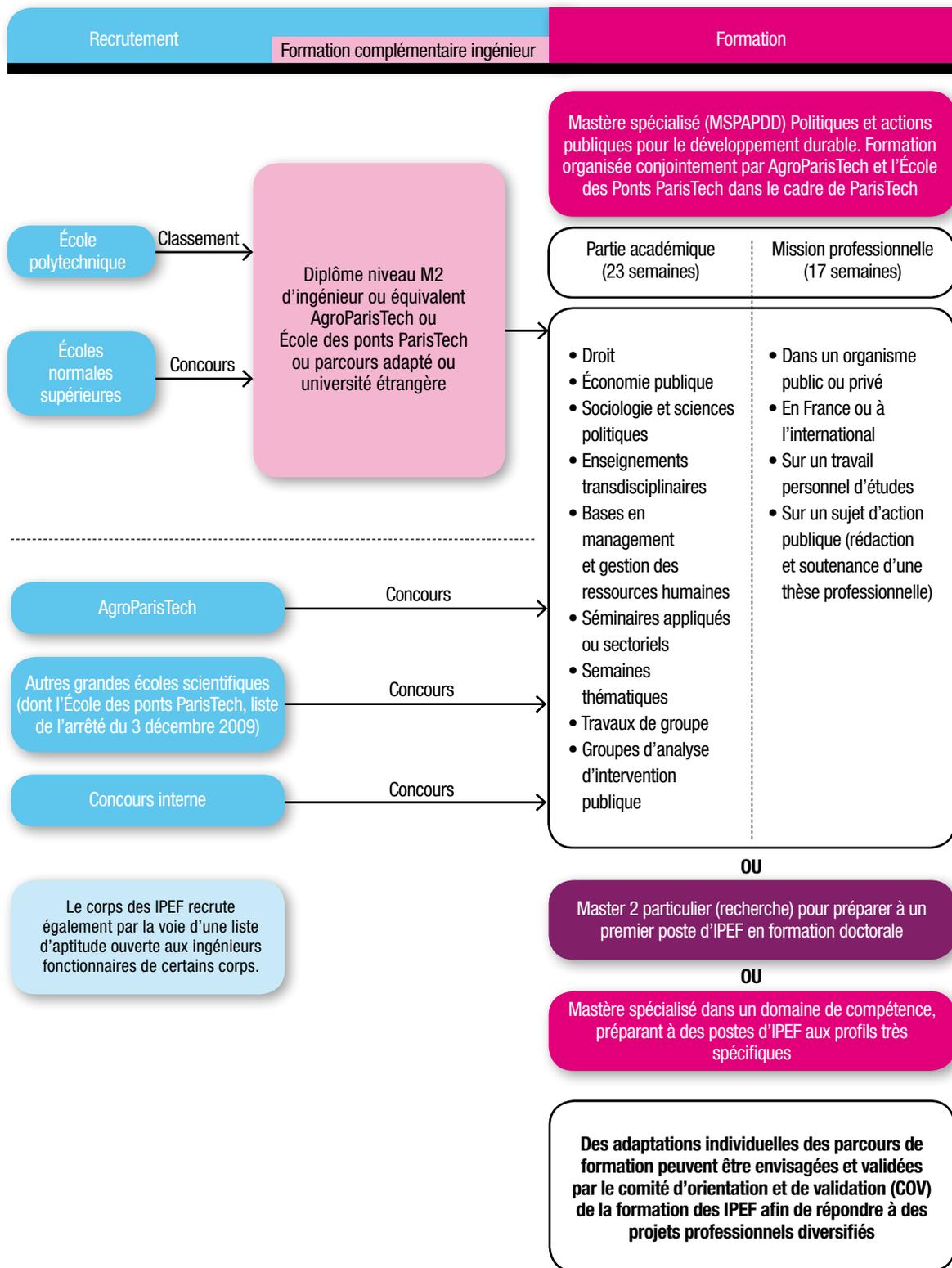


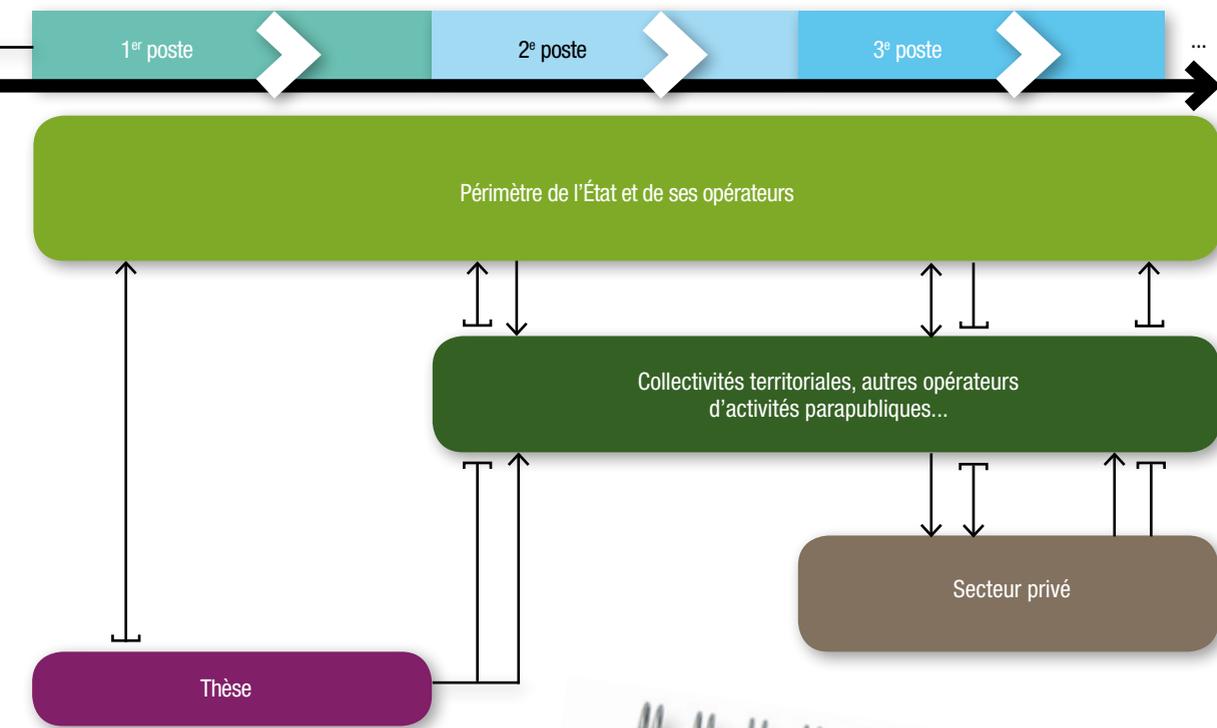
Exemples de postes : rémunération nette mensuelle



La rémunération en qualité d'ingénieur-élève est de l'ordre de 1 470 € nets mensuels. À partir de la titularisation, le traitement indiciaire est complété par l'indemnité de performance et de fonctions spécifique au corps. La rémunération varie donc en fonction du niveau de responsabilités ou d'expertise de l'IPEF et de ses résultats.

Du recrutement aux premiers postes d'IPEF : comment rejoindre le corps ?





Pour les parcours ingénieurs + formation doctorale : un dispositif de conseil, de sélection et d'accompagnement a été mis en place par AgroParisTech et l'École des ponts ParisTech dans le cadre de la commission de formation doctorale (CFD)

- Quelques exemples de thèse**
- ▶ Influence des changements environnementaux sur quatre espèces bioindicatrices de l'océan Austral : du polaire au tempéré
 - ▶ Macroéconomie de l'immobilier dans une optique impacts sur la macroéconomie internationale
 - ▶ Méthodes d'optimisation pour ouvrages antibruit en milieu extérieur
 - ▶ Vulnérabilité des stocks de carbone des pergélisols aux changements climatiques
 - ▶ Vers l'écoconception dans la réhabilitation systémique des bâtiments
 - ▶ Élaboration de modèles économiques de congestion de l'espace urbain et de modèles conjoints espace/transport, applications à l'Île-de-France
 - ▶ Ingénierie des communautés microbiennes dans les bioprocédés
 - ▶ Production de carburants d'origine fossile : évaluation des procédés de thermo-conversion de la biomasse lignocellulosique comparés à d'autres voies
 - ▶ Étude de structures élancées précontraintes en matériaux composites : application à la conception des gridshells
 - ▶ Transformations des structures de production agricole en Roumanie : quelles politiques d'accompagnement ?

Les principaux employeurs potentiels des IPEF

Fonction publique d'État

- ▶ Services centraux et services déconcentrés du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, et du ministère de la Cohésion des territoires
- ▶ Cabinets ministériels
- ▶ Autres ministères

Fonction publique territoriale

- ▶ Communautés urbaines, structures intercommunales, grandes villes
- ▶ Conseils généraux
- ▶ Conseils régionaux...

Autorités administratives indépendantes

- ▶ Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)
- ▶ Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
- ▶ Commission de régulation de l'énergie (CRE)...

Opérateurs de l'État / Établissements publics et agences

- ▶ Agences de l'eau
- ▶ Agence de services et de paiement (ASP)
- ▶ Agence française de la biodiversité (AFB)
- ▶ Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)
- ▶ Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ)
- ▶ Établissements publics d'aménagement ou fonciers
- ▶ Établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF)
- ▶ FranceAgriMer
- ▶ Grands ports maritimes et ports fluviaux
- ▶ Institut français du cheval et de l'équitation
- ▶ Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)
- ▶ Offices d'habitations à loyer modéré (HLM)
- ▶ Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)
- ▶ Office national des forêts (ONF)
- ▶ Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC)
- ▶ Service d'infrastructure de la défense (SID)
- ▶ Voies navigables de France (VNF)...

Réseau scientifique et technique des ministères

Transports

- ▶ Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)
- ▶ Centre d'études des tunnels (CETU)
- ▶ Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)
- ▶ Service technique de l'aviation civile (STAC)
- ▶ Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)...

Aménagement et Logement

- ▶ Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)
- ▶ Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)...

Énergie

- ▶ Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)
- ▶ Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)
- ▶ Institut français du pétrole - énergies nouvelles (IFPEN)...

Préservation des espaces et ressources naturelles

- ▶ Agence nationale de l'environnement de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
- ▶ Institut français de recherche sur l'exploitation de la mer (IFREMER)
- ▶ Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)
- ▶ Parcs nationaux, parcs naturels régionaux...

Prévention des risques

- ▶ Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA)
- ▶ Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)
- ▶ Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)
- ▶ Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)
- ▶ Météo-France...

Enseignement supérieur et recherche

- ▶ Centre d'innovation et de recherche appliquée sur les déchets et l'environnement (CIRADE)
- ▶ Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED)
- ▶ Grandes écoles : AgroParisTech, École des ponts ParisTech, École nationale de l'aviation civile (ENAC), École nationale des sciences géographiques (ENSG), École nationale de la météorologie (ENM), Agrosup Dijon
- ▶ Institut national de recherche agronomique (INRA)
- ▶ Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA)...

Secteur parapublic, grandes entreprises

- ▶ Aéroports (Paris, Lyon, Toulouse-Blagnac, Bordeaux-Mérignac)
- ▶ AREVA
- ▶ Autoroute et tunnel du Mont-Blanc
- ▶ Électricité de France (EDF)
- ▶ GDF Suez
- ▶ Régie autonome des transports parisiens (RATP)
- ▶ Société française du tunnel routier du Fréjus
- ▶ Société nationale des chemins de fer français (SNCF Réseau, SNCF Mobilité)...

Postes à l'international

- ▶ Agence française de développement (AFD)
- ▶ Ambassades
- ▶ Banque européenne de développement
- ▶ Banque mondiale
- ▶ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- ▶ Union européenne...

Secteur privé

- ▶ Banques
- ▶ Bureaux d'études
- ▶ Entreprises des grands domaines de compétence (agroalimentaire, construction, énergie, environnement, transports, etc.)...

Ministère de la Transition écologique et solidaire
www.ecologique-solidaire.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
www.agriculture.gouv.fr

Ministère de la Cohésion des territoires
www.cohesion-territoires.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE